

ANNEXE 1

Arrêté préfectoral du 10 Avril 2015

PRÉFET DE LA MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Environnement Eau Préservation des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

n° 2015 DIV ENQ 04
BF

ARRETE D'OUVERTURE
d'une enquête publique
relative au projet de plan de protection de l'atmosphère
de l'agglomération rémoise (REIMS-METROPOLE)

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,
Préfet du département de la Marne,

VU :

-le code de l'environnement et notamment les articles L 122-1, L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 et les articles L222-4 à L222-7

-l'arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2012 prescrivant le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération rémoise (REIMS-METROPOLE), définissant son périmètre et portant constitution des comités de pilotage et technique chargés de son élaboration

-la phase de consultation sur le PPA réalisée entre le 27 octobre 2014 et le 27 janvier 2015 et les résultats de cette consultation

-la décision n° E15000042/51 du 18 mars 2015 de M. le président du tribunal administratif de Châlons en Champagne, désignant M. Edoire SYGUT, président de la commission d'enquête, M. François ROUALET et Mme Ingrid LENGELLE, membres titulaires de la commission d'enquête et Mme Valérie COULMIER, membre suppléant de la commission d'enquête,

Sur proposition de M. le directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRETE :

ARTICLE 1er - Il sera procédé, sur le territoire des communes de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY à une enquête publique sur le projet de plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération rémoise (REIMS-METROPOLE).

ARTICLE 2 - A cet effet, un dossier comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet (résumé non technique, projet de plan de protection de l'atmosphère, procès-verbal du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 11 septembre 2014 et résultats de la phase de consultation) sera déposé dans les mairies de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY où chacun pourra en prendre connaissance du **lundi 18 mai au vendredi 19 juin 2015 à 16 h 00 (heure de clôture de l'enquête)** inclus aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies. Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de REIMS .

Les intéressés pourront consigner leurs observations, propositions et contre-propositions sur les registres à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par un membre de la commission d'enquête, ouverts à cet effet **dans les mairies de REIMS, PRUNAY, SILLERY, BEZANNES et BETHENY** ou les adresser pendant toute la durée de l'enquête :

- par correspondance, au siège de l'enquête en mairie de Reims au président de la commission d'enquête, qui les insérera et les annexera auxdits registres
- par voie électronique à : ddt-seepr-icpe@marne.gouv.fr

Le dossier sera également consultable sur le site de la DREAL <http://www.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr/plan-protection-de-l-atmosphere-de-reims-metropole-r1140.html>

ARTICLE 3 – M. Edoire Sygut, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite, est désigné en qualité de président de la commission d'enquête par l'ordonnance susvisée. Sont désignés membres de la commission d'enquête M. François Roualet, géomètre-expert, et Mme Ingrid Lengelle, professeur des écoles. Mme Valérie Coulmier, ingénieur hygiène-sécurité-environnement, est désignée membre suppléant.

Les membres de la commission siégeront selon les horaires suivants afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés :

- à la mairie de REIMS : lundi 18 mai 2015 de 10 h 00 à 12 h 00, le samedi 6 juin 2015 de 10 h 00 à 12 h 00 et le vendredi 19 juin 2015 de 14 h 00 à 16 h 00
- à la mairie de PRUNAY : le jeudi 28 mai 2015 de 10 h 00 à 12 h 00
- à la mairie de BEZANNES : le mercredi 3 juin 2015 de 16 h 00 à 18 h 00
- à la mairie de BETHENY : le vendredi 12 juin 2015 de 10 h 00 à 12 h 00
- à la mairie de SILLERY : le mercredi 17 juin 2015 de 16 h 00 à 18 h 00

ARTICLE 4 - M. François Roualet, désigné membre titulaire de la commission par l'ordonnance susvisée, remplacera M. Edoire Sygut en cas d'empêchement de ce dernier et exercera alors les fonctions de président de la commission d'enquête jusqu'au terme de la procédure.

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, Mme Valérie Coulmier, désignée membre suppléant de la commission par l'ordonnance susvisée, le remplacera jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 5 - L'enquête publique devra être annoncée au moyen d'avis affichés en son voisinage ainsi qu'en tous lieux où ils pourront être aisément consultés, notamment en mairie de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY par les soins des maires de ces communes.

Ces avis seront placardés au plus tard 15 jours avant le début de l'enquête publique, soit **avant le 2 mai 2015** et pendant toute la durée de celle-ci. Ils porteront en caractères apparents, notamment, la nature du projet, le nom des membres de la commission d'enquête, ainsi que les jours et heures où peuvent être reçues les observations du public.

L'accomplissement de cette formalité sera certifié par les maires de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY

En outre dans les mêmes conditions, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, procédera à l'affichage du même avis à la sous-préfecture de Reims et au siège de REIMS-METROPOLE.

L'enquête sera également annoncée dans les journaux L'UNION et LA MARNE AGRICOLE quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci dans les deux mêmes journaux.

Par ailleurs l'avis d'enquête publique sera publié sur le site internet des services de l'Etat : www.marne.gouv.fr.

ARTICLE 6 - Les mesures d'information du public prévues à l'article 5 ci-dessus s'effectueront aux frais de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

ARTICLE 7 - À l'expiration du délai d'enquête, les registres sont transmis sans délai par les maires au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, responsable du projet, et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 8 - Dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête publique, le président de la commission d'enquête renverra le dossier de l'enquête à la Direction Départementale des Territoires – Service Environnement Eau Préservation des Ressources – Cellule Procédures Environnementales, ainsi que les registres et pièces annexées, avec son rapport, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Passé ce délai de 30 jours, si la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au préfet, après avis du pétitionnaire, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L.123-15 du code de l'environnement, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15 précité, lequel prévoit, après accord du pétitionnaire et après mise en demeure de la commission d'enquête, de demander au président du tribunal administratif de dessaisir la commission d'enquête et de lui substituer son suppléant ou une nouvelle commission d'enquête.

ARTICLE 9 - Des informations sur le projet de plan de protection de l'atmosphère peuvent être demandées soit auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – service des transports, de l'énergie, des véhicules et de l'air (plan-de-protection-de-l-atmosphere-de-reims-metropole.cae.steva.dreal-champ.ard@developpement-durable.gouv.fr) – 40, Boulevard Anatole France - 51000 Châlons-en-Champagne, soit auprès de la Direction départementale des territoires, service environnement, eau et préservation des ressources - Cellule Procédures Environnementales - 40 Boulevard Anatole France - BP 60554 - 51000 Châlons-en-Champagne.

ARTICLE 10 - Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, seront tenus à la disposition du public à la direction départementale des territoires ou en mairie de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY

ARTICLE 11 - Eventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, le plan de protection de l'atmosphère est ensuite arrêté par le préfet de la Marne.

ARTICLE 12 - M. le directeur départemental des territoires, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Mmes et MM. les maires de REIMS, BETHENY, BEZANNES, CORMONTREUIL, SAINT-BRICE-COURCELLES, TINQUEUX, CERNAY-les-REIMS, PRUNAY, SILLERY, PUISIEULX, TAISSY, TROIS-PUITS, SAINT-LEONARD, VILLERS-AUX-NOEUDS, CHAMPIGNY et CHAMPFLEURY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée pour information à M. le président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, à M. Edoire Sygut, président de la commission d'enquête, à M. François Roualet et Mme Ingrid Legelle, membres titulaires de la commission d'enquête et à Mme Valérie Coulmier, membre suppléant de la commission d'enquête, à M. le sous-préfet de Reims et à Mme la présidente de REIMS-METROPOLE.

Châlons-en-Champagne, le 10 AVR. 2015

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur Départemental des Territoires

Patrick Cazin-Bourguignon